

POUR UNE RIPOSTE SOCIALE CONTRE UN PATRONAT REVANCHARD

L'attaque du nouveau patron du MEDEF, Geoffroy de Bezieux, « Saigneur » du profit maximum contre le système de l'assurance chômage pour réduire l'indemnisation de celles et ceux qui ont été privés de leur emploi, est dans la droite ligne de la politique Macronienne.

Le patronat n'est plus seulement décomplexé comme sous le règne de Sarkozy, sous Macron il s'offre une revanche historique contre les conquêtes sociales obtenues par des luttes âpres, souvent réprimées par la violence d'État tout au long du siècle dernier.

Après la destruction du droit du travail, Macron et son gouvernement s'attaquent au pilier essentiel de notre civilisation : la Sécurité Sociale composée de notre système de retraite, notre assurance maladie et les allocations familiales. Tout doit y passer pour revenir à la liberté « d'entreprendre », comme ils disent, comparable à celle du XIX^e siècle et bâtir une Europe ultra-libérale reposant sur la violence sociale. Droit d'exploiter à outrance le monde du

Le patronat n'est plus seulement décomplexé comme sous le règne de Sarkozy, sous Macron il s'offre une revanche historique contre les conquêtes sociales obtenues par des luttes âpres (...)

travail, droit de polluer, de détruire la nature, de détruire les plus grandes conquêtes sociales de nos sociétés, de rejeter et de parquer les réfugiés climatiques et de guerre... Et Macron passe en force sur tout ces sujets !

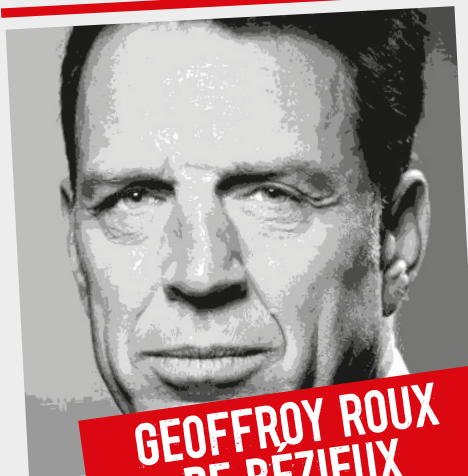
Loin d'être résignées, les organisations de la CGT ont décidé d'amplifier toujours plus la riposte sociale en rassemblant le plus largement possible le front de la contestation sociale. En ce sens, la CGT prend ses responsabilités en cette nouvelle rentrée sociale.

Le 9 octobre, une première journée de manifestation nationale interprofessionnelle aura lieu. Toutes les organisations syndicales de retraités ont appelé à y participer. Pour les actifs FO, FSU, Solidaire, les organisations estudiantines et Lycéennes et la CGT se sont entendues pour faire de cette journée de mobilisation, un événement social d'ampleur qui, sans aucun doute, en appellera d'autres.

Il n'y a pas de temps à perdre. Dans toutes les entreprises où nous sommes implantés, nous devons mettre en débat la nécessité de se rassembler pour préserver et conquérir l'essentiel : le droit de se soigner, de partir à la retraite à 60 ans, de conserver et d'accroître nos services publics, d'avoir un emploi de qualité bien payé avec un temps de travail de maximum 32H. D'ici le 9 octobre, des appels à des mobilisations professionnelles se multiplient. La conflictualité sociale ne cesse de croître avec une détermination toujours plus importante des travailleurs en lutte (Mac Do à Marseille, Arjo à Wizerne, Holiday Inn à Porte de Clichy, Smovengo (ex-Vélib)...). Nous sommes force de propositions et de revendications. Partageons-les largement !

S'indigner n'est plus suffisant, il faut s'engager dans une résistance sociale active et construire partout la riposte sociale. •

AVIS DE RECHERCHE



**GEOFFROY ROUX
DE BEZIEUX**

**RECHERCHÉ POUR SABOTAGE ET
DESTRUCTION DU DROIT SOCIAL
CET HOMME EST DANGEREUX**

**POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE
LA PRESSE ET LE PLURALISME,
RASSEMBLEMENT PLACE DU PALAIS-
ROYAL À PARIS MERCREDI 12 SEPTEMBRE
À 10H30!**

MACRON **ORDONNE** LA FIN DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



Comme la plupart de ses prédécesseurs, le nouveau « monarque » élyséen ne tolère la Presse qu'à la seule condition qu'elle lui soit favorable ou tout au moins qu'elle n'écorne pas trop le souverain et sa cour !

Benalla, Kohler puis Nyssen, précédés par d'autres scandales touchant des satellites de « Jupiter », font la une d'une Presse possédée en majeure partie par une petite dizaine de milliardaires, tous amis du Président pourtant. Il faut que cela cesse ! Macron 1^{er} veut de l'ordre dans son royaume de « gaulois récalcitrants » et une information nettoyée des scories journalistiques « gauchistes » et des « Fakes news » critiquant sa politique. Il mandate le commis d'État Scharwz pour mettre fin à cette particularité française d'une Presse riche, plurielle, d'un système de distribution permettant quasiment à tout à chacun de devenir éditeur et de faire diffuser ses idées.

Que dit le rapport Scharwz :

Pondu durant l'été à la suite de « concertations », ce rapport entend mettre fin au système de distribution coopératif et solidaire basé sur la péréquation des coûts de la distribution des titres en libéralisant complètement le secteur afin de le livrer aux géants de la logistique tel qu'Amazon, Hachette et consorts.

- Pour ce commis, le système actuel ne serait plus d'actualité face à la baisse diffusion de la Presse et au passage au numérique de nombre de titres ;
- Le système coopératif ne pourrait plus fonctionner tant les intérêts des éditeurs sont divergents. ;
- Le système serait trop couteux pour notre République et sa démocratie.

Tous les poncifs nous sont servis dans ce rapport, enfonçant une nouvelle fois les portes ouvertes par l'Institut Montaigne et les États Généraux de la Presse organisés sous Sarkozy pour tenter de justifier la fin d'un système qui a permis à notre pays d'avoir l'offre Presse la plus importante répondant aux attentes de citoyens.

La loi Bichet : une exception française historique.

Il est toujours « amusant » de constater que les liquidateurs d'un système démocratique et républicain issu du Conseil National de la Résistance s'en réclament pour mieux s'en débarrasser (Édouard Philippe et la Sécu, Macron et la Retraite, etc.). Ainsi, le fumeux rapport ne cesse de vanter le mérite de la loi qui a mis en place un système coopératif et solidaire entre éditeurs mettant fin au monopole privé du collaborateur nazi Hachette. Si la loi Bichet et le système de distribution qui lui est lié ne jouent plus pleinement leur mission, c'est que depuis des décennies les éditeurs les plus importants ont souhaité des réformes leur permettant de se désengager financièrement tout en continuant à bénéficier de l'efficacité du réseau.

Réforme après réforme, la loi Bichet est devenue l'ombre d'elle-même et la coopérative historique des éditeurs, les nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), a été transformée en société, Prestaliss, ouvrant la porte au projet de libéralisation actuelle de la distribution de la Presse. Nous avons besoin, non pas de revenir en arrière mais bien de penser un modèle de régulation de la distribution de la Presse hors des griffes du marché, solidaire et coopératif.

De la Résistance à la riposte sociale : les propositions de la FILPAC-CGT

Le mouvement syndical n'a jamais été adepte du dicton « c'était mieux avant », bien au contraire. La loi Bichet doit être améliorée et étendue aux autres supports de parution que le papier. La Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du papier et de la Communication CGT a fait état de ses propositions à la commission sénatoriale chargée de faire le point de la situation de la distribution de la Presse.

Plus qu'une vision étriquée et conservatrice, celle de la CGT est à l'offensive et propose une réforme en profondeur de la loi Bichet et du système de régulation de la diffusion de la Presse. La réponse à la crise actuelle du système de distribution de la Presse se trouve dans les statuts des sociétés coopératives et solidaires, permettant à chaque éditeur quel que soit son poids économique ou politique d'être diffusé sur l'ensemble du territoire. Les propositions de la Filpac sont disponibles sur son site internet et ont été diffusés dans son journal *l'Impac* n° 175.

Construire le rapport de force pour éviter la catastrophe anti-démocratique

L'avenir de la loi Bichet et de son système de distribution ne peut être la seule question des ouvriers du Livre et des travailleurs de ce secteur. Il s'agit d'une question touchant aux fondamentaux de notre démocratie et qui permet à chaque citoyen d'accéder au titre de son choix, et ce, partout sur le territoire. Rassembler les travailleurs de la Presse dans son ensemble, les lecteurs, les éditeurs indépendants des milliardaires et marchands d'armes, est essentiel si nous voulons un débat national et citoyen sur le devenir l'accès à l'information papier comme numérique. La FILPAC-CGT mettra tout en œuvre pour faire valoir ces propositions et rassembler toutes les forces démocratiques pour une loi Bichet du XXI^e siècle et un système de distribution permettant la diffusion des idées la plus large possible. •

POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE PRESSE ET LE PLURALISME, RASSEMBLEMENT PLACE DU PALAIS-ROYAL À PARIS MERCREDI 12 SEPTEMBRE À 10H30

Devant l'attaque sans précédent contre la loi Bichet qui régle jusqu'à présent la distribution de la Presse, son système coopératif et solidaire entre éditeurs et la société des messageries Presstalis qui en est la cheville ouvrière, la Filpac-Cgt appelle l'ensemble de la direction fédérale et de ses syndicats à rejoindre le rassemblement organisé par son syndicat le SGL-CE place du Palais-Royal à Paris à 10h30. La direction fédérale qui se réunira l'après-midi du rassemblement définira les modalités d'actions syndicales

pour empêcher le projet Macronien de voir le jour. La bataille pour la liberté de la Presse et le pluralisme de la diffusion des idées est engagée. La défense de la loi Bichet ne suffit pas, il faut lui donner un corpus actuel, une nouvelle gouvernance des coopératives d'éditeurs, un élargissement de son champ d'intervention sur les parutions numériques, une redéfinition des aides à la Presse permettant le développement des points de vente, un cadre social pour les travailleurs du portage de Presse. Toutes les propositions de la FILPAC-CGT se situent sur son site internet et doivent être complétées en vue d'un projet de loi constitutionnelle autour de la liberté de Presse au XXI^e siècle. La défense de la liberté de la Presse nécessite l'engagement de l'ensemble des syndicats CGT de la profession et plus largement une campagne syndicale en capacité de mobiliser l'ensemble des acteurs de la filière, les citoyens, les lecteurs et les éditeurs. •

RÉUNION GROUPE WEST ROCK À DESTIN

Fédérations présentes : Belgique (ACV-CSC METEA) ; Chili (CONAGRA) ; Pologne (COZZ) ; Espagne (FSC-CCOO) ; Grande Bretagne (UNITE) ; Brésil (CNTI) ; France (FILPAC-CGT). Organisations internationale : Uni Globale Union, IndustriAll Globale. En présence d'environ 60 syndicalistes des usines de West Rock des Etats-Unis appartenant au syndicat USW (United Steelworkers).

Le Groupe West Rock est un groupe américain qui, après avoir acquis Smurfit Stone il y a une quinzaine d'année, se déploie depuis, un peu partout dans le monde en rachetant des unités de production. Il vient d'ailleurs d'acquiescer le groupe Multi Packaging Système (MPS) en Europe, ce qui lui permet de devenir l'un des tout premiers groupes de papier et d'emballage carton au monde. Il possède 64 usines aux USA (23 papeteries et 41 cartonneries), ce à quoi il faut maintenant rajouter son dernier achat, le groupe Kapstone, composé de 17 usines.

Une direction dure anti-sociale et anti-syndicale

Après une présentation de Nicola Konstantinou pour Uni Globale Union et de Tom Grinter d'IndustriAll Globale sur l'intérêt, pour les salariés, de développer le syndicalisme international, ces deux derniers ont fait une présentation de ce que pourrait être un accord cadre mondial signé avec le groupe West Rock. Les camarades américains d'United Steelworkers (USW) font ensuite une présentation sans concession de la direction du groupe West Rock, qu'ils décrivent comme une direction très dure et qui ne pratique quasiment pas le dialogue social. Ce groupe est très puissant aux Etats-Unis et bénéficie, grâce à un soutien financier important pour l'élection de Donald Trump, de l'appui du gouvernement américain actuel. L'implantation syndicale reste donc relativement faible puisque l'USW n'est implanté que dans la moitié des usines.

Les syndicats européens présents, même s'ils partagent les avis d'USW sur ce groupe, déclarent ne pas avoir encore cerné les choix politiques et stratégiques du groupe car son implantation est encore trop récente.

Les camarades d'Amérique du Sud se plaignent de conditions de travail excessivement dures dans les usines du groupe dans des pays où la précarité est très présente, conséquence de

l'absence totale de politique sociale.

Les salariés américains confirment la philosophie antisociale et antisyndicale du groupe, qui refuse trop souvent d'ouvrir des négociations, mais précisent que grâce à l'implantation syndicale d'USW, des avancées ont été possibles.

Ils déclarent souffrir principalement des durées du travail en général. Peu de vacances, aucun jour de récupération et énormément d'heures supplémentaires imposées, et bien souvent non rémunérées, ont un impact direct sur leur qualité de vie et sur leur santé.

Après un tour de table sur le temps et les conditions de travail dans les différents pays, la FILPAC CGT a expliqué l'intérêt des conventions collectives sur ces questions liées aux conditions de travail au niveau d'une même branche ou d'un même métier. Elle a expliqué que, grâce à ce système de conventions collectives, tous les salariés du papier-carton en France étaient aux 35 heures pas semaine avec des heures supplémentaires plafonnées qui sont toutes payées et majorées de 25 % ou récupérées.

Pour la FILPAC CGT, cette question de la durée du travail chez West Rock doit être une priorité dans la construction d'un accord-cadre mondial avec ce groupe.

En fin de réunion, il a été décidé de :

- Développer les relations syndicales dans le groupe avec, notamment, la mise en place d'un site Internet d'échanges de données sociales géré par UNITE et le président du CEE de MPS. Ce site existait déjà pour MPS, il est sécurisé et permet une traduction dans toutes les langues où est implanté West Rock.
- Constituer un groupe syndical international pour travailler dans la continuité des décisions prises lors de cette première réunion et impulser les échanges entre les syndicats des différents pays. Ce groupe de travail est composé de 13 camarades :
 - 5 des USA ;
 - 2 d'Amérique du Sud ;
 - 4 d'Europe ;
 - 2 d'Asie-Pacifique.
- Il est d'ores et déjà prévu d'organiser une nouvelle rencontre courant 2019.

L'objectif final fixé est d'obtenir de la part de West Rock la signature d'un accord mondial de reconnaissance des droits des travailleurs en s'appuyant sur les bases minimum de l'OIT. •